

Le destin du Cameroun se décide à Paris

YAOUNDÉ
CORRESPONDANCE
PARTICULIÈRE

« Si vous étiez venus ici, il y a quelques années nous vivions bien. C'est vous, les Français, qui avez tué notre pays. Nous aimons la France, mais elle ne nous aime pas », s'exclame un chauffeur de taxi en longeant l'un des innombrables tas d'ordures qui jonchent Yaoundé, la capitale du Cameroun. Dehors, il montre du doigt les trottoirs envahis de multiples petits commerces informels, vendeuses de bananes ou d'épis de maïs grillés cohabitent avec les marchands de médicaments à la sauvette qui font recette depuis l'augmentation des produits importés après la dévaluation du franc CFA.

« Les vautours français sont là », titrait récemment la *Nouvelle Expression*, le plus lu des hebdomadaires camerounais, comme pour lui faire écho, à propos de la venue d'un industriel de l'Hexagone, intéressé par le rachat de plusieurs entreprises publiques.

Quatre ans après les premières manifestations en faveur d'une libéralisation de la vie politique qui agitent le Cameroun au début des années 1990, la transition démocratique est au point mort. Et pour nombre de Camerounais, c'est la France qui figure au ban des accusés.

La France défend ses intérêts

En octobre 1992, le chef de l'Etat, Paul Biya, organise des élections présidentielles anticipées qu'il remporte de justesse contre le charismatique John Fru Ndi. Quelques semaines plus tôt pourtant, ce dernier remplissait des stades entiers de partisans séduits par ses discours en « pidgin », un langage populaire, parlé du Nigeria à la côte camerounaise. Malgré les protestations de l'opposition dite « radicale » et de nombre d'observateurs étrangers qui font état d'une fraude massive, la France décide de fermer les yeux. Il faut dire que John Fru Ndi est anglophone et critique vivement l'influence française sur l'économie et la politique camerounaise. Bref, Paris, premier partenaire commercial du Cameroun, choisit de préserver ses intérêts.

« Faux », se défend un responsable français. « Si Fru Ndi était

arrivé au pouvoir, le pays aurait sombré dans la guerre civile, puisque le clan du président Biya n'aurait jamais accepté une défaite. » Au lendemain de la publication des résultats par la Cour suprême qui donnait 39,9 % des voix au président Biya et 35,9 % au candidat de l'opposition dite « radicale », le pays frôle l'explosion, en raison de la colère des partisans du « Chairman », le surnom de John Fru Ndi, convaincus que « leur victoire » leur a été volée.

Depuis, la France a bien du mal à se démarquer de son image de soutien inconditionnel du pouvoir en place. En novembre 1993, l'ensemble des bailleurs de fonds exaspérés par les promesses non tenues du gouvernement camerounais interrompent leurs relations. La France joue alors une fois de plus les pompiers en débloquent 600 millions de francs CFA pour le Cameroun. Si on y ajoute le fait que l'ancien ambassadeur de France, Yvon Omnès, en son temps considéré comme un proche du pouvoir, est aujourd'hui conseiller spécial du président camerounais, il n'en faut pas beaucoup plus pour persuader les Camerounais que leur avenir se décide à Paris.

Une situation que ne manque pas de critiquer une opposition s'estimant boudée par la France et qui dénonce vivement son ingérence dans les affaires intérieures du pays. « Nous ne sommes pas contre les Français en tant que tels. Ce que nous souhaitons, c'est qu'ils cessent d'intervenir sans cesse dans la vie politique et économique de notre pays », estime John Fru Ndi.

Pressions françaises sur Paul Biya

La dévaluation du franc CFA le 11 janvier dernier constitue peut-être l'amorce d'un changement. La modification de parité de la monnaie commune aux pays de la zone franc a permis au Cameroun de renouer avec les bailleurs de fonds. Mais les attermoissements du gouvernement qui a tardé à mettre en œuvre les réformes économiques requises par le Fonds monétaire international, ont conduit Paris à durcir le ton. Désormais, la France conditionne son aide au respect des conditions posées par les institutions financières internationales. Le Cameroun n'a ainsi reçu que 400 millions de francs français sur une première enveloppe de 600 millions. Lors de sa visite en

France au mois de juin, Paul Biya a d'ailleurs été sérieusement rappelé à l'ordre, alors que dans l'entourage du premier ministre français on maugréait contre « ce pays où la dévaluation risque de capoter ».

Face à ces préoccupations économiques, le débat sur la poursuite de la démocratisation paraît mis de côté. Paris semble, en effet, plus occupé à éviter l'échec des réformes économiques dans un pays qui, avec la Côte-d'Ivoire, aurait dû bénéficier le plus du changement de parité du franc CFA. A la veille du sommet franco-africain qui s'ouvre à Biarritz mardi, l'Élysée multiplie cependant les injonctions au président Biya pour qu'il relance le dialogue avec l'opposition, interrompu il y a un an et demi. Les discussions pourraient ainsi reprendre à la fin de ce mois sur la rédaction d'une nouvelle constitution. Mais les partisans de l'opposition « radicale » craignent que cette initiative soit un nouveau piège tendu par le pouvoir pour désamorcer l'action de ses adversaires.

Christophe CHAMPAIN

La Croix
7 novembre 1994



Les vendeurs des rues, victimes de la dévaluation du franc CFA, en rendent la France responsable. (Photo Huell/Hoa-Qui.)